

Unité départementale du Calvados  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 CAEN

Caen, le 04/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SIRAC**

9 rue Francis de Pressensé  
14460 COLOMBELLES

Références : 2022-14-412  
Code AIOT : 0005302882

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement SIRAC implanté 9 rue Francis de Pressensé 14460 COLOMBELLES. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAC
- 9 rue Francis de Pressensé 14460 COLOMBELLES
- Code AIOT : 0005302882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'unité d'incinération située à Colombelles est exploitée par la société SIRAC (groupe SUEZ), délégataire de service public pour le SYVEDAC jusqu'en fin 2030. L'usine est ouverte 24h/24, 365 j/an, et comporte deux lignes d'incinération d'une capacité maximale de 8t/h chacune. L'installation est autorisée à traiter 130 000 t de déchets par an dont 10 000 t de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) par arrêté préfectoral du 2 mai 2012. L'usine alimente notamment un réseau de chauffage urbain et des serres maraîchères et produit également de l'électricité.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.5

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 9.4
2	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 14
3	Bordereaux de suivi de DASRI	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 16.1
4	Eaux rejetées à l'Orne	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 34 et 27.2

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.8
7	Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 38
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/07/2014, article 1 (49 et 50)
9	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
10	Contrôle vidéo des déchargements	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est apparue globalement bien tenue. L'exploitant est attentif aux enjeux environnementaux.

Les principales demandes formulées lors de la précédente inspection sont prises en compte (installation d'un analyseur pour le paramètre mercure prévue aux second semestre 2022, mise en place d'une filière spécifique pour les déchets de papiers de bureaux, mise en place du contrôle vidéo des déchargements).

La présente inspection a cependant permis de relever des anomalies dans le traitement des non-conformités électriques, des éléments sur ce point sont attendues sous un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, sont l'objet d'une maintenance régulière. Les plantations et engazonnement sont régulièrement entretenus."
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est maintenu en très bon état de propreté et d'entretien, tant dans les parties extérieures qu'intérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> "Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis."
<b>Constats :</b> L'installation est équipée d'un portique de détection de radioactivité, dont le bon fonctionnement a été contrôlé par l'entreprise SAPHYMO en date du 17/05/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Bordereaux de suivi de DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 16.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bordereaux de suivi de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> "Tout déchet d'activités de soins à risques infectieux arrivant à l'usine d'incinération doit être accompagné d'un bordereau de suivi qui devra avoir été établi et être utilisé dans les formes prévues par l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés."
<b>Constats :</b> Des bordereaux de suivi de DASRI ont été contrôlés par sondage. Tous sont correctement renseignés, jusqu'à l'étape finale d'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Eaux rejetées à l'Orne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 34 et 27.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées à l'Orne
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 34 : "Les points de rejet sont les suivants : eaux de lavage des fumées, dirigées vers l'Orne [...]. L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles, par un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit, des paramètres suivants : métaux (Hg, Cd, Ti, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux, AOX et demande biochimique en oxygène." Article 27.2 : [tableau des valeurs limites de rejet des eaux]
<b>Constats :</b> A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté les résultats de la dernière analyse mensuelle des eaux de lavage de fumées, rejetées dans l'Orne. Ces résultats correspondent à un prélèvement daté du 08/06/2022, effectué sur 24 heures, et ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> "Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine. Un contrôle est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les déficiences constatées auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées."
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques, réalisé par l'entreprise APAVE, et daté du 01/10/2021 (suite à l'intervention du 09/09/2021). Le contrôle a donc bien été effectué il y a moins d'un an. En revanche, le rapport fait état d'un nombre important de non-conformités (189 observations). De plus, ces observations sont en grande majorité récurrentes par rapport au contrôle de l'année précédente. Il est demandé à l'exploitant de lever les non-conformités relevées, en amont ou en parallèle du prochain contrôle des installations. Un nouveau rapport de contrôle, justifiant que les actions nécessaires ont été réalisées, est attendu sous un délai de 3 mois à compter de la date du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. Ils comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 poteau incendie normalisé de 60 m3/h [...]</li><li>- une réserve d'eau d'un volume minimal de 240 m3 [...]</li><li>- des extincteurs [...]</li><li>- des robinets d'incendie armés [...]</li></ul> Ces équipements doivent être maintenus en bon état et être facilement accessibles en toutes circonstances. Leur emplacement doit être clairement signalé."
<b>Constats :</b> L'installation est pourvue de moyens de lutte contre l'incendie. Les extincteurs et RIA ont été contrôlés en 2021. Les rapports de l'entreprise DESAUTEL, faisant suite aux interventions des 03/06/2021 et 07/10/2021, ont pu être consultés, et des vérifications ont été faites par sondage sur site. Le prochain contrôle des extincteurs et RIA était programmé le lendemain de la présente inspection (du 20 au 22 juillet 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Rapport annuel d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 38
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> "Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue au articles 5 et 36 du présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public [...]."
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport annuel relatif à l'activité de l'année 2021, par courriel du 14/06/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2014, article 1 (49 et 50)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> "Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du code de l'environnement. [...]" "Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. Pour attester du renouvellement des garanties financière, l'exploitant adresse au préfet, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé."
<b>Constats :</b> L'exploitant est à jour de garanties financières (l'inspection des installations classées dispose d'un acte de cautionnement solidaire du 6 avril 2020 pour la période du 01/07/2020 au 30/06/2023). Le renouvellement devant être effectué 3 mois avant l'échéance, il est rappelé à l'exploitant qu'un nouvel acte de cautionnement est attendu pour le 30/03/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> "La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1."
<b>Constats :</b> La déclaration GERE au titre de l'année 2021 a été effectuée par l'exploitant le 11/03/2022 et validée par l'inspection des installations classées le 29/04/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Contrôle vidéo des déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle vidéo des déchargements
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin."
<b>Constats :</b> A la date de la visite (19/07/2022), les caméras étaient bien installées face aux quais de déchargement, mais pas encore mises en service (suite au retard d'approvisionnement des serveurs informatiques dédiés). Après la présente visite, l'exploitant a informé l'inspecteur du démarrage des caméras le 20/07/2022 à 19h, et de la réception de l'ensemble du système vidéo le 21/07/2022 à 12h. L'exploitant a également informé l'inspecteur de l'affichage mis en place sur site, et des courriers d'information envoyés aux apporteurs de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite